

ALLOCUTION DE L'USR-CGT AUBE MANIFESTATION ET RASSEMBLEMENT DU 17 MARS 2015

Bonjour à toutes et à tous.

On ne lâche rien, nous voilà rassemblés une nouvelle fois pour exiger une augmentation significative de notre pouvoir d'achat.

Malgré les 120 000 cartes pétitions recueillies en février 2014, la marche dans Paris du 3 juin, l'action du 30 septembre, pour l'essentiel, le gouvernement est resté sourd à nos demandes, notamment la non revalorisation de nos pensions depuis avril 2013, seule exception à ce blocage, le maigre coup de pouce de (0,6 % soit à peine 30 centimes par jour) accordé aux toutes petites pensions en octobre 2014, même pas, de quoi se réjouir car appliqué uniquement sur les retraites de base.

Pour faire avaler la pilule amère de leur crise, patronat et gouvernement tentent d'opposer jeunes et vieux, visant à culpabiliser les retraités.

Les retraités seraient des profiteurs, alors que des millions d'entre eux, surtout les femmes et les veuves, vivent avec moins de 700 euros/mois.

Les retraités seraient des paresseux alors qu'ils ont travaillé 40 ans et plus.

Les retraités seraient responsables du trou de la Sécu, alors qu'ils souhaitent vivre plus longtemps en bonne santé, et qu'ils ont gagné de haute lutte l'allongement de la durée de vie et conquis la Sécurité Sociale.

Les retraités seraient insensibles aux difficultés des plus jeunes. C'est un fait, les jeunes vivent plus mal que leurs parents.

Les retraités en savent quelque chose.

N'est-ce pas eux qui se privent pour venir en aide à leurs enfants, à leurs petits-enfants?

Les retraités seraient des privilégiés parce que certains partent en vacances, vont aux spectacles, se cultivent, pratiquent des activités sportives.

Des privilégiés, ceux qui ont peiné toute leur vie et ont laissé au travail une partie de leur santé ?

Les retraités ne sont pas des nantis

5 millions de retraités ont une pension totale comprise entre 800 et 1200 €/mois.

Le nombre de salariés qui aujourd'hui arrive à la retraite et touche le minimum contributif du régime général est en augmentation.

Les retraités ne sont pas des privilégiés

Les pensions des femmes sont en moyenne inférieures de 38 % de celles des hommes.

Les derniers chiffres connus donnent une retraite moyenne pour les hommes de 1352 € et de 899 € pour les femmes.

Rien à voir avec les vrais privilégiés comme les « retraités du CAC 40 » qui partent avec des parachutes dorés,

Les grandes fortunes qui planquent leur fric dans les paradis fiscaux en toute tranquillité et qui bénéficient de la part de gouvernements successifs de cadeaux fiscaux, d'exonérations de cotisations sociales et autres avantages en tout genre.

Il faut savoir aussi que la retraite « CHAPEAU » versée aux ex-cadres dirigeants de grandes entreprises se chiffre, malgré la crise, à plusieurs millions d'euros par an.

Alors oui, il faut partager les richesses dans le sens d'une grande justice sociale où les retraités, comme les jeunes, doivent pouvoir prétendre à vivre tout simplement dignement et pleinement.

Il y en a marre de se faire traiter de privilégiés

Depuis des années, le pouvoir d'achat de nos pensions est en recul.

Vivre sa retraite dans la dignité est de plus en plus difficile. Beaucoup renoncent à des soins, aux vacances, à la culture et pour les plus âgés à se financer une maison de retraite.

La crainte de ne pouvoir subvenir à ses besoins et de dépendre des enfants est une forte préoccupation pour bon nombre d'entre nous.

Les causes sont connues

- La politique salariale patronale qui entraîne de basses pensions une fois à la retraite.
- Les réformes successives des retraites de 1993 à aujourd'hui et les accords AGIRC-ARRCO combattus par la seule CGT.
- Les attaques contre l'assurance maladie qui font exploser le coût des mutuelles.

Le racket continue et s'amplifie à la demande du patronat

- La taxe de 0,3 % sur les retraites imposables (CASA) pour le financement de la perte d'autonomie depuis le 1^{er} avril 2013 ne s'accompagne même pas d'une réelle garantie de prise en charge de celle-ci
- Les hausses de TVA au 1^{er} janvier 2014
- Le gel des pensions du régime général pour 2014 et 2015
- La non revalorisation des retraites AGIRC-ARRCO pour 2014 et le calcul sur l'inflation moins 1% en 2015 (c'est-à-dire près de 0%)
- La suppression de la demi-part pour les retraités (ess veufs (ves) ou divorcés (es) n'ayant pas élevé seuls (es) leurs enfants
- La fiscalisation de la majoration de pension des retraités ayant eu au moins trois enfants

Et n'oublions pas le fait qu'un nombre important de retraités ont subi des conditions de travail pénibles qui réduisent l'espérance de vie de 7 ans par rapport aux retraités cadres supérieurs et autres professions libérales.

La santé est altérée avant même l'âge de la retraite, des milliers de retraités meurent chaque année, victimes de l'amiante et d'autres cancers d'origines professionnelles.

Les privilégiés, ils sont ailleurs

Ils se trouvent dans le monde de la finance qui continue à s'enrichir à coups de subventions publiques et d'exonérations. Depuis 30 ans, la masse salariale des entreprises industrielles et des services a été multipliée par 3,6 alors que le total des dividendes versés aux actionnaires a été multiplié par 20.

Depuis 2003, le montant des dividendes dépasse les investissements réalisés par les entreprises.

En 1981, les dividendes versées aux actionnaires représentaient 10 jours de travail par salarié dans les sociétés non financières, en 2012 ils représentaient 45 jours de plus pendant que les salaires et pensions stagnent, les dividendes flambent.

Avec 330 milliards d'euros, la fortune des 500 français les plus riches a augmenté de 25 % en un an, alors que le reste du pays est toujours en récession. Répartir autrement les richesses pour le bonheur des actionnaires ça c'est capital.

Les retraités maltraités

Le non revalorisation de nos pensions depuis avril 2013 et le report au 1^{er} octobre 2015 vont ponctionner près de 2,5 milliards d'euros les retraités.

Faites le compte, cette décision de geler les revalorisations des pensions durera 30 mois.

Au total depuis 1993, c'est une perte de 20% qu'a subi le pouvoir d'achat des retraités.
Même objectif pour les retraites complémentaires ce qui représenterait une baisse de 2 milliards d'euros des pensions.
Le patronat assèche les réserves des caisses et fait adopter à travers des accords paritaires que la CGT n'a pas signé, des mesures drastiques qui remettent en cause la pérennité même du système et sa crédibilité au regard des cotisants et allocataires.

La perspective avancée d'un régime unique conduirait dans un premier temps à une fusion AGIRC-ARRCO, serait de lourdes conséquences :

Loin d'ouvrir des droits nouveaux, elle conduirait à un nivellement par le bas des pensions servies pour l'ensemble des ressortissants et remettrait même en cause par prolongement la catégorie de salariés cadres dans les classifications conventionnelles.

Ce qui réduirait drastiquement la retraite des cadres dont une partie serait par ailleurs financée par les autres salariés.

Aussi, le patronat revendique indirectement un recul de l'âge du départ à la retraite en imposant des abattements sur le montant des complémentaires jusqu'à 67 ans.

L'autre solution défendue notamment par la CGT consiste à augmenter les recettes des régimes pour préserver les droits des retraités.

Elle implique de mettre à contribution les revenus financiers à la même hauteur que les cotisations assises sur les salaires, de soumettre à cotisations l'ensemble des éléments de rémunération (épargne salariale, intéressement, participation)

De moduler les cotisations patronales en fonction de la politique d'emploi et de salaire de l'entreprise.

La CGT propose une hausse de 2,45 points de la cotisation AGIRC (soit + 7,40 euros par mois pour un cadre payé 4 000 € brut) qui suffirait à compenser le déficit du régime.

Aussi la CGT rappelle que l'application de l'égalité salariale hommes-femmes suffirait à pérenniser les régimes au moins jusqu'en 2040.

Ce ne sont pas de petits gestes dont les retraités ont besoin mais d'une véritable politique sociale. De l'argent, il y en a !

Le gouvernement actuel poursuit la politique de partage de plus en plus inégalitaire des richesses produites menée par les gouvernements depuis trop d'années.

Les mises en cause des retraites,

Les mesures fiscales prises pour récupérer de l'impôt sur le revenu de certaines catégories de contribuables (fiscalisation de la bonification des pensions des retraités ayant eu au moins 3 enfants, suppression de la demi-part, etc...),

l'augmentation de la TVA, les déremboursements de l'assurance maladie, etc... sont faites pour éponger plus ou moins les milliards versés aux entreprises, soi-disant pour créer des emplois.

Quand un gouvernement a versé environ 220 milliards d'euros d'aides publiques sans contrôles, ni contreparties.

Quand un gouvernement continue de se montrer très laxiste à l'égard de la grande fraude.

Quand un gouvernement permet que les multinationales du CAC 40 ne payent pratiquement aucun impôt sur les sociétés, à la différence des PME, c'est bien qu'il y a de l'argent.

220 milliards d'euros d'aides publiques ont été données aux entreprises qui ne sont soumises à aucune évaluation alors que tous les observateurs attentifs constatent que cela n'a servi ni l'investissement, ni l'emploi.

Les organisations syndicales, les associations qui avaient réussi l'énorme manifestation des retraités le 3 juin, ont décidé de rappeler leur volonté de voir revaloriser l'ensemble des pensions comme cela avait lieu le 1^{er} janvier de chaque année.

Et encore aujourd'hui le gouvernement, le patronat ont décidé de reporter aux calendes grecques les revalorisations de nos pensions. C'est insupportable!

La baisse continuelle du pouvoir d'achat des retraités n'est pas la bonne réponse à l'amélioration de la situation financière des régimes de retraite.

Ce qu'il faut, c'est la création d'emplois, nombreux et bien rémunérés, l'égalité des salaires entre femmes et hommes, l'arrêt des exonérations de cotisations sociales qui ne créent pas d'emplois et coûtent chères à la collectivité, l'élargissement de l'assiette à tous les revenus distribués par les entreprises.

Les politiques d'austérité à l'égard du plus grand nombre réduisent le pouvoir d'achat du plus grand nombre.

Elles provoquent des situations sociales intolérables et réduisent fortement la demande intérieure. Ceci conduit à une augmentation du chômage, à une baisse de rentrées fiscales et sociales, à un accroissement des déficits publics, d'où de nouvelles coupes dans les dépenses publiques et à une nouvelle accentuation des inégalités.

Il est urgent de mettre en place d'autres orientations économiques et budgétaires et un autre partage des richesses.

- L'augmentation des salaires et le développement de l'emploi (100 000 emplois, c'est 2 milliards d'euros de ressources supplémentaires)
- La suppression des exonérations des cotisations dites « patronales » et l'instauration d'une modulation de celles-ci dans le cadre de mesures favorisant le développement de l'emploi.
- La mise à contribution des revenus financiers des entreprises.

Dans l'immédiat, nous exigeons :

* La fin du gel des pensions et l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités avec l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires et un minimum de retraite équivalent au SMIC pour tout retraité ayant une carrière complète

* La mise en œuvre courant 2015 de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement et la prise en charge de la perte d'autonomie par la sécurité sociale

* L'arrêt de la casse du service public (Comme par exemple la fermeture du bureau de poste de Bouilly)

* Le développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé.

Pour conclure, rappelons que le changement voulu par les retraités n'est pas celui que nos gouvernements nous imposent.

La mobilisation ne doit pas faillir.

Reste que le manque de forces syndiquées pèse lourd, il nous faut faire plus dans le rapport de force pour qu' ENSEMBLE la riposte soit à la hauteur des enjeux.

Merci de votre écoute et vive la grande famille qu'est notre CGT pour vous redire

« HALTE AUX REGRESSIONS SOCIALES ».